

Distr.
GENERALEE/2164/Add.16
8 janvier 1952
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LE PROBLEME DE L'APATRIDIE

Renseignements communiqués par les Etats conformément à
la résolution 352 (XIII) du Conseil économique et social
relative au problème de l'apatridie

Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer la lettre ci-après, en date du 13 novembre 1951, que lui a fait parvenir le Représentant permanent de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies :

Le Représentant permanent de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général et a l'honneur de lui transmettre sous forme de mémoire les renseignements relatifs aux apatrides que le Secrétaire général a demandés au Ministre des affaires étrangères de Suède dans sa lettre SOA 325/04, en date du 5 avril 1951.

La traduction de la loi sur la nationalité suédoise est jointe en annexe audit mémoire.

New York, le 13 novembre 1951

Mémoire
relatif à l'apatridie

On peut tout d'abord faire observer que, selon la loi sur la nationalité suédoise, dont la traduction (en deux exemplaires) est donnée en annexe, la naturalisation est le seul moyen d'acquérir la nationalité qui permette aux autorités d'exercer leur pouvoir discrétionnaire.

En pratique, les demandes de naturalisation présentées par les apatrides sont examinées selon les mêmes principes que les demandes soumises par les citoyens de pays étrangers. En règle générale, tout requérant qui répond aux conditions définies, pour la naturalisation, dans la loi ci-dessus mentionnée, reçoit satisfaction. Le simple fait que l'intéressé est apatride n'est pas considéré comme un motif suffisant pour l'exempter d'aucune des conditions prévues pour la naturalisation. En revanche, des dérogations importantes

sont accordées en ce qui concerne, par exemple, la durée de la résidence antérieure, lorsqu'il s'agit d'une apatride mariée à un citoyen suédois, deux ans étant alors considérés comme suffisants. Lorsqu'il s'agit de personnes qui ont dû, pour des raisons politiques, quitter leur pays d'origine, la naturalisation est en général accordée, que l'intéressé soit apatride ou non, sans tenir compte du fait que le demandeur peut ne pas remplir les conditions relatives aux moyens de subsistance.

Les questions touchant le droit des étrangers de résider en Suède et les documents d'identité ou les titres de voyage des étrangers relèvent de la Commission d'Etat pour les étrangers. La Commission est fréquemment amenée à examiner la déclaration par laquelle un étranger fait état de sa qualité d'apatride, lorsqu'il présente une demande de documents d'identité en Suède. L'étranger peut se voir délivrer un document d'identité suédois (passeport d'étranger ou titre de voyage) même s'il n'a pas été en mesure d'obtenir des documents d'identité auprès des autorités d'un autre pays. La Commission ne se préoccupe donc pas de savoir si l'étranger qui fait une demande de document d'identité suédois est en réalité apatride, dès lors qu'il peut être établi que l'intéressé est un réfugié politique de son pays d'origine ou que les autorités de ce pays lui ont refusé un passeport. Voici quelques exemples destinés à illustrer cet aspect de la question.

La majorité des Baltes résidant en Suède ont immigré dans le pays comme réfugiés et, par suite, sont devenus titulaires de passeports suédois pour étrangers (främlingspass), indépendamment du fait qu'ils peuvent devoir être considérés comme ayant eu la qualité de citoyens soviétiques ou d'apatrides au moment où ils ont quitté leur pays d'origine.

Les anciens ressortissants allemands d'origine juive établis en Suède, qui ont été déchus de la nationalité allemande en vertu de ce qu'il est convenu d'appeler le décret de Nuremberg, peuvent maintenant recouvrer leur nationalité en présentant une demande à cet effet et sont par là même en droit de recevoir un passeport de leur pays d'origine. Cependant, pour des motifs personnels, ils préfèrent en général garder leur passeport suédois pour étranger. La Commission fait droit sans exception aux demandes qui lui sont présentées à cet effet.

On peut donc dire qu'en pareil cas, la Commission permet à des étrangers de demeurer apatrides même lorsqu'en raison des événements politiques, ils ne peuvent plus être considérés comme réfugiés dans leurs rapports avec leur pays d'origine.

Stockholm, le 8 novembre 1951

Annexe

Loi du 22 juin 1950 sur la
nationalité suédoise

Article premier

Est considéré comme Suédois de naissance :

1. L'enfant légitime né d'un père suédois;
2. L'enfant légitime né en Suède, dont seule la mère est Suédoise, à condition toutefois que le père ne possède la nationalité d'aucun Etat ou que l'enfant n'acquière pas à sa naissance la nationalité du père;
3. L'enfant illégitime né d'une mère Suédoise.

L'enfant trouvé en Suède est considéré comme Suédois jusqu'à preuve du contraire.

Article 2

Lorsqu'un Suédois épouse une étrangère et qu'ils ont eu un enfant avant leur mariage, cet enfant devient Suédois, à condition toutefois qu'il ne soit pas marié et qu'il n'ait pas encore atteint l'âge de dix-huit ans.

Article 3

Un étranger né en Suède et qui a résidé en Suède d'une façon ininterrompue peut, dès qu'il a atteint l'âge de vingt et un ans et avant d'atteindre l'âge de vingt-trois ans, acquérir la nationalité suédoise en adressant par écrit à l'administration provinciale dans le ressort de laquelle se trouve la paroisse qui détient les pièces originales de son état civil, une déclaration exprimant son intention de devenir Suédois.

Lorsque la Suède est en guerre, les dispositions du premier alinéa du présent article ne s'appliquent pas aux ressortissants d'un Etat ennemi, ni aux personnes qui ayant eu la nationalité de cet Etat, l'ont perdue sans acquérir la nationalité d'un autre Etat.

Article 4

Le Suédois de naissance qui a résidé en Suède d'une façon ininterrompue jusqu'à l'âge de dix-huit ans, puis a perdu sa nationalité suédoise, peut recouvrer cette nationalité après deux ans de résidence en Suède, en adressant une déclaration écrite à l'administration provinciale dans le ressort de laquelle se trouve la paroisse qui détient les pièces originales de son état civil. Toutefois, le ressortissant d'un pays étranger ne peut recouvrer la nationalité suédoise que s'il prouve qu'il perd de ce fait sa nationalité étrangère.

Article 5

Si un étranger devient Suédois en vertu des dispositions des articles 3 ou 4, cette nationalité est également conférée à ses enfants issus du mariage et célibataires qui sont domiciliés en Suède et qui n'ont pas encore atteint l'âge de dix-huit ans. Toutefois, la disposition précédente ne s'applique pas aux enfants dont la mère a la garde après l'annulation du mariage, ou après le divorce, ou pendant la séparation judiciaire.

Les dispositions du premier alinéa du présent article qui concernent l'acquisition simultanée de la nationalité dans le cas du père et des enfants issus du mariage, s'appliquent également :

1. Au cas de la mère et des enfants nés hors mariage, à la condition que le père ne soit pas un étranger ayant la garde des enfants;
2. Au cas de la mère et des enfants issus du mariage, lorsque la mère est veuve;
3. Au cas de la mère et des enfants issus du mariage, lorsque le mariage a été dissous, ou que la mère ne vit pas avec son mari par suite d'une séparation judiciaire, à condition que la mère ait la garde des enfants.

Article 6

Le Roi en son Conseil peut accorder la nationalité suédoise, (la naturalisation) à l'étranger qui en fait la demande, si l'intéressé :

1. Est âgé de dix-huit ans révolus;
2. Réside en Suède depuis sept ans;
3. Est de bonne vie et moeurs;
4. Est en mesure de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille.

La naturalisation peut être accordée même si les conditions énoncées au premier alinéa du présent article ne sont pas remplies si l'on considère qu'il est de l'intérêt de la Suède d'accorder à l'intéressé la nationalité suédoise, ou si l'intéressé a déjà eu la nationalité suédoise, ou s'il est marié à une personne de nationalité suédoise ou, s'il y a, eu égard à la situation de l'intéressé, d'autres raisons spéciales de lui octroyer la nationalité suédoise.

Si l'intéressé est un ressortissant danois, finlandais, islandais ou norvégien, il peut être dispensé, sans aucune autre raison particulière, de remplir la condition stipulée à l'alinéa 2.

Si l'intéressé qui est ressortissant d'un Etat étranger ne peut perdre sa nationalité par suite de sa naturalisation sans le consentement du Gouvernement ou de toute autre autorité de l'Etat étranger, l'acquisition de la nationalité suédoise peut être subordonnée à la présentation par l'intéressé, dans des délais déterminés, à l'administration provinciale spécifiée par le Roi en son Conseil, de la preuve que ce consentement a été accordé. L'administration provinciale statuera sur la suffisance des preuves apportées.

Quand un étranger acquiert la nationalité suédoise en vertu du présent article, le Roi décide en son Conseil s'il y a lieu d'étendre la naturalisation aux enfants célibataires de l'intéressé qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans.

Article 7

Perd la nationalité suédoise :

1. Celui qui acquiert une nationalité étrangère sur sa demande ou a reçu cette nationalité avec son consentement exprès;
2. Celui qui acquiert une nationalité étrangère en occupant un poste dans les services publics d'un autre Etat;
3. L'enfant célibataire de moins de dix-huit ans, qui devient ressortissant d'un autre pays du fait que ses parents ont acquis une nationalité étrangère dans les conditions énoncées plus haut dans le présent article, si les parents ont tous deux la garde de l'enfant, ou du fait que l'un de ses parents a acquis une nationalité étrangère, si ce parent a la garde de l'enfant, soit à titre exclusif, soit en commun avec l'autre parent alors que ce dernier n'est pas Suédois.
4. L'enfant célibataire de moins de dix-huit ans, qui devient ressortissant d'un autre pays à la suite du mariage de ses parents; cependant, si cet

enfant est domicilié en Suède, il ne perd la nationalité suédoise que s'il quitte la Suède avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans et s'il possède encore à ce moment la nationalité étrangère.

Article 8

Tout Suédois né à l'étranger, qui n'a jamais été domicilié en Suède ou qui n'y a jamais séjourné dans des circonstances témoignant de son attachement à ce pays, perd la nationalité suédoise lorsqu'il atteint l'âge de vingt-deux ans. Toutefois, le Roi peut décider en Conseil de l'autoriser à conserver sa nationalité suédoise s'il en fait la demande avant d'avoir atteint cet âge.

La perte de la nationalité suédoise en vertu de l'alinéa précédent, entraîne la perte de cette nationalité pour les enfants qui l'ont acquise par suite de la nationalité suédoise de leur auteur.

Article 9

Le Roi en son Conseil peut libérer de la nationalité suédoise la personne qui en fait la demande et qui possède ou désire acquérir une nationalité étrangère. Si l'intéressé n'est pas déjà ressortissant d'un pays étranger, cette libération sera subordonnée à son acquisition de la nationalité d'un autre Etat dans un délai déterminé.

Article 10

Après accord avec le Danemark, la Finlande, l'Islande ou la Norvège, le Roi en son Conseil pourra ordonner l'application d'une ou plusieurs des dispositions prévues aux alinéas a) à c) ci-après. L'expression "Etat contractant" qui figure dans ces dispositions désigne l'Etat ou les Etats avec lesquels la Suède a conclu un accord concernant l'application de la disposition en question.

a) Pour l'application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article premier, et de l'article 3, la naissance dans un Etat contractant est assimilée à la naissance en Suède.

En ce qui concerne les Articles 3 et 4, la résidence jusqu'à l'âge de douze ans dans un Etat contractant est assimilée à la résidence en Suède.

b) Tout citoyen d'un Etat contractant :

1. Qui a acquis la nationalité autrement que par naturalisation;
2. Qui est âgé de vingt-un ans, mais de moins de soixante ans;
3. Qui réside en Suède depuis dix ans;
4. Qui n'a pas été condamné à une peine privative de liberté pendant cette période, pourra acquérir la nationalité suédoise en adressant une déclaration

écrite à l'administration provinciale dans le ressort de laquelle se trouve la paroisse qui détient les pièces originales de son état civil. Les dispositions de l'Article 5 s'appliqueront aux cas où la nationalité a été acquise dans ces conditions.

c) Toute personne qui a perdu la nationalité suédoise et qui a conservé ensuite d'une façon ininterrompue la nationalité d'un Etat contractant peut recouvrer la nationalité suédoise en présentant une demande par écrit à cet effet, après avoir établi sa résidence en Suède, à l'administration provinciale dans le ressort de laquelle se trouve la paroisse qui détient les pièces originales de son état civil. Les dispositions de l'article 5 s'appliqueront aux cas où la nationalité a été acquise dans ces conditions.

Article 11

Lorsqu'une demande est présentée conformément aux dispositions des articles 3, 4 ou 10, l'administration provinciale statue sur le point de savoir si la nationalité suédoise a été acquise ou non du fait de cette demande et informera l'intéressé de sa décision.

Toute personne qui désire obtenir une attestation certifiant qu'elle a la nationalité suédoise peut présenter une demande à cet effet au Roi en son Conseil, qui pourra délivrer cette attestation après avoir consulté la Cour administrative suprême; toutefois, les questions du même ordre que celles dont fait mention le premier alinéa du présent article ne peuvent être examinées à cet égard.

Article 12

Les décisions d'une administration provinciale touchant les questions qui peuvent se poser en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel devant le Roi en son Conseil, dans les conditions prévues pour les appels interjetés contre les décisions des autorités administratives et des services gouvernementaux.

Article 13

Toute personne ayant atteint l'âge de 18 ans peut elle-même présenter une demande ou adresser une déclaration conformément aux dispositions de la présente loi, nonobstant le fait qu'elle se trouve sous la garde d'une autre personne.

Aucune déclaration ne peut être faite par l'entremise d'un tuteur ou d'un titulaire du droit de garde.

Article 14

Le Roi en son Conseil promulguera toutes autres dispositions relatives aux demandes prévues à l'article 6, et à l'examen des pièces requises pour que ces demandes soient prises en considération, ainsi que tous autres règlements qui pourront être jugés nécessaires en vue de l'application de la présente loi.

Dispositions transitoires

Article 15

La présente loi entrera en vigueur le 1er janvier 1951.

Est abrogée la loi n° 130 du 23 mai 1924 relative à l'acquisition et à la perte de la nationalité suédoise, à l'exception du premier paragraphe de l'article 13 de ladite loi; lorsqu'une personne acquiert la nationalité suédoise conformément à ladite disposition, les dispositions qui figurent à l'article 5 de la présente loi touchant les cas qui y sont mentionnés s'appliquent, sauf dans la mesure où la condition concernant le domicile en Suède ne s'applique pas.

Article 16

L'enfant légitime né en Suède avant le 1er janvier 1951 et dont seule la mère était Suédoise au moment de la naissance, acquerra la nationalité suédoise dès l'entrée en vigueur de la présente loi, à condition qu'il n'ait pas atteint l'âge de 18 ans et qu'il ne soit pas, et n'ait jamais été, ressortissant d'un autre Etat.

Article 17

Celui qui atteindra l'âge de vingt-deux ans au cours de l'année 1951 pourra faire la déclaration prévue à l'article 3 jusqu'à la fin de l'année 1952.

Article 18

La femme qui, en vertu de la législation antérieure, a perdu la nationalité suédoise du fait de son mariage avec un étranger ou du fait que son mari a acquis une nationalité étrangère, mais qui, aux termes de la présente loi, aurait conservé la nationalité suédoise, recouvre cette nationalité en faisant une déclaration à cet effet conformément aux dispositions ultérieures que le Roi arrêtera à son Conseil. Une telle déclaration ne pourra être faite après le 31 décembre 1955.

Article 19

La femme qui atteindra l'âge de 22 ans au cours des années 1951-1953 et qui, au moment où elle atteindra cet âge, sera mariée ou aura été mariée, ne perdra la nationalité suédoise par application des dispositions de l'article 8 de la présente loi, qu'à l'expiration de l'année 1953.

Article 20

Toute disposition d'un traité conclu entre la Suède et un Etat étranger sera appliquée même si elle est contraire aux dispositions de la présente loi, à condition toutefois que ce traité soit encore en cours de validité au moment où ladite loi entrera en vigueur.